

# futuribles

INTERNATIONAL

47 rue de Babylone • 75007 Paris • France  
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
forum@futuribles.com • www.futuribles.com

## « Les Européens dans un monde interconnecté et multipolaire »

### COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 21 JUIN 2012

*Jean-Claude Thébault est le directeur du Bureau des conseillers en politique européenne (BEPA) de la Commission européenne, ce bureau étant l'héritier de la Cellule de prospective créée en 1989 sous l'autorité du président de la Commission Jacques Delors. Le BEPA, à la différence des grandes directions générales, a pour mission d'apporter un regard stratégique à la Commission. Ses travaux sont étroitement liés à l'agenda politique européen.*

*À la demande du Parlement européen, il dirige le projet ESPAS (European Strategy and Policy Analysis System) qui vise à étudier la possibilité d'établir un système inter-institutionnel identifiant les tendances à long terme et les enjeux politiques majeurs auxquels l'Union européenne est et risque de se trouver confrontée à l'horizon 2030. Il est venu nous présenter le premier rapport produit dans le cadre de ce projet, Global Trends 2030: Citizens in an Interconnected and Polycentric World.*

Le projet ESPAS doit se dérouler en trois principales phases : le lancement d'un « projet pilote » en 2010-2011, qui est maintenant achevé, des analyses plus ciblées et des recommandations dans le cadre d'une « action préparatoire » en 2012-2014, le lancement éventuel d'un système inter-institutionnel permanent en 2014. À l'horizon 2014, ce projet doit donner lieu à trois produits clefs : un rapport politique final pour les présidents des institutions de l'Union européenne (UE), une proposition visant à établir un système interinstitutionnel permanent, un réseau international et un site Internet dédié ([www.espas.europa.eu](http://www.espas.europa.eu)).

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la grave crise que traverse l'Europe et qui joue comme un accélérateur de tendances au niveau global. Cette crise accentue le besoin de développer une approche stratégique et prospective au niveau européen. Une telle approche existe au niveau

national, pour les États membres de l'Union européenne et les autres pays du G20, mais pas au niveau européen. Certains États, comme l'Indonésie ou Singapour, disposent même d'instruments d'analyse sophistiqués. Les États-Unis bénéficient des analyses sur les tendances globales du National Intelligence Council (NIC), créé en 1979.

La première phase du projet ESPAS est désormais finalisée et elle a abouti à la parution d'un rapport d'étape sur les tendances mondiales à l'horizon 2030, *Citizens in an Interconnected and Polycentric World*, produit par l'Institute for Security Studies (ISS) et présenté en octobre 2011. Ce rapport a mobilisé un réseau d'experts au niveau interne (dans les institutions et avec les conseillers politiques des États membres de l'UE) et au niveau externe. Il a donné lieu à des ateliers régionaux et à une conférence finale tenue à Bruxelles en novembre 2011.

Trois tendances principales se dégagent de ce rapport, focalisé plutôt sur les citoyens que sur les relations interétatiques : l'autonomisation croissante des individus et des acteurs non étatiques, les nouveaux défis du développement que sont le changement climatique et la raréfaction des ressources, l'émergence d'un monde multipolaire et de nouvelles structures de gouvernance.

L'autonomisation croissante des individus est liée à l'accroissement de la classe moyenne dans le monde (notamment en Asie et en Amérique latine, mais aussi en Afrique) et à l'impact des nouvelles technologies de la communication sur les individus. Ces citoyens interconnectés partagent des valeurs communes, notamment concernant la démocratie, le bien public et leur cadre de vie, et souhaitent s'impliquer davantage dans la vie politique. Cependant, les gouvernements n'étant pas en mesure de répondre aux attentes des citoyens, ceux-ci risquent de se tourner vers toutes les formes d'extrémisme.

Le développement humain progresse et la pauvreté absolue diminue, mais de nouvelles formes de pauvreté apparaissent, avec la montée des inégalités entre et au sein des pays. Le changement climatique risque d'accélérer la raréfaction des ressources naturelles, notamment des ressources en eau. D'où l'urgence de trouver la voie d'un développement vraiment durable pour l'humanité. Cette tendance englobe aussi la question de la sécurité des citoyens et de ses nouvelles formes dans un monde plus urbanisé et plus interconnecté.

L'émergence d'un monde multipolaire, marqué par de multiples « puissances régionales moyennes » et mené par la puissance économique chinoise, pose la question de la

fin d'un agenda défini par les puissances occidentales. Les gouvernements nationaux et les organisations internationales perdent de l'influence, au profit des acteurs territoriaux (villes, régions) et non étatiques (réseaux internationaux, entreprises multinationales, organisations plus ou moins criminelles).

Une quatrième partie du rapport traite des incertitudes et des opportunités d'action, également croissantes. Elle pose les questions clefs finales :

- Se dirige-t-on vers une convergence mondiale des intérêts humains, notamment de la part des classes moyennes, ou bien, au contraire, vers un regain de nationalisme ?
- Le développement humain en marche va-t-il être entravé par la raréfaction des ressources naturelles ?
- Saura-t-on mettre à profit la convergence des valeurs humaines pour agir de manière multilatérale, ou bien laissera-t-on le système se fragmenter et se polariser ?

Trois rapports plus détaillés seront produits dans le cadre de l'action préparatoire, entre 2012 et 2014. Ils analyseront les données économiques (finances, énergie, commerce...), sociales (démographie, migrations, cohésion sociale, urbanisation, impacts technologiques...) et de gouvernance (conflits et défis sécuritaires). Tout au long de cette période seront organisés des ateliers ainsi qu'une conférence annuelle à Bruxelles. Ces rapports aboutiront à la rédaction d'un rapport final, dont la remise aux présidents des institutions est prévue début 2014.

À la fin du projet ESPAS, un *reality check* sera nécessaire avec les acteurs de la société et de l'économie, tels que Shell ou IBM.

## Extraits des débats

*Peut-on vraiment parler d'une convergence des valeurs à travers le monde à l'horizon 2030 ? Entre autres exemples, les attitudes des individus dans les diverses régions du monde sont très divergentes face aux progrès technologiques. Des crises de tous types — alimentaire, sanitaire, énergétique... — peuvent remettre en cause le niveau de vie et modifier les perceptions et aspirations des populations.*

Bien sûr, il y a des divergences, particulièrement entre les pays développés et les pays en développement comme ceux de l'Afrique qui sont seulement en train de décoller. Cependant, les classes moyennes, dont le volume augmente partout dans le monde, partagent des exigences communes et accèdent simultanément aux technologies de l'information. ESPAS s'intéresse aussi aux facteurs de rupture, notamment à une potentielle crise énergétique.

*Dans le rapport d'étape que vous nous avez présenté, des pays dont l'influence sur la scène internationale est majeure, comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, sont traités sur une seule page alors qu'ils mériteraient des scénarios plus approfondis chacun : feront-ils l'objet d'une analyse plus détaillée dans la deuxième partie du projet ?*

Le rapport d'étape est encore modeste et perfectible ; les rapports suivants seront plus consistants.

*Le Science and Technology Options Assessment (STOA), organe du Parlement européen, a réalisé de nombreux travaux sur les nanotechnologies, les biotechnologies, les technologies de l'information... Avez-vous tenu compte de ces travaux dans vos propres recherches ?*

Nous souhaitons en effet une valorisation réciproque de nos travaux et de ceux du STOA.

*Quelles sont les marges de manœuvre de l'UE dans les cinq, dix, quinze années à venir ? La crise qu'elle traverse peut-elle être le déclencheur d'une Europe fédérale et politique à cinq plutôt qu'à 27 ? Les désaccords, notamment franco-allemands, peuvent-ils engendrer un bond en avant ?*

Cette crise est un test de volonté pour les États membres. Ils vont être forcés de s'accorder.

*Le BEPA est-il réellement libre de réfléchir à l'avenir de l'Europe de manière politiquement incorrecte, étant donné ses liens étroits avec le président Barroso ?*

Nous ne subissons absolument aucune contrainte ni aucun interdit. Quant à l'avenir de l'Europe, je souhaite la mise en place d'une feuille de route vers une Europe fédérale et suis plutôt optimiste.

La crise a ouvert le débat sur l'Europe. Aujourd'hui, l'idée fédérale progresse, ainsi que l'idée d'une Europe réduite. Nous sommes actuellement en phase de *brainstorming* pour tenter de concilier trois conceptions de l'Europe — l'idée britannique d'un marché unique, l'idée allemande d'une Europe fédérale, et l'idée française d'une Europe intergouvernementale. Fin 2013-début 2014 viendra le temps des prises de décisions.

*Avez-vous envisagé un scénario d'éclatement de l'Europe en 2020 ?*

Non, mais les réflexions se multiplient sur ce sujet.

*Propos recueillis par Lucie de Villepin*